



RAPPORT
ANNUEL
2022

RÉINVENTER
LE TRANSPORT
COLLECTIF

TABLE DES MATIÈRES

Message du président du Conseil	4
Message du président-directeur général	5
Faits Saillants	6
Affaires publiques	6
Membres	6
Programmes de l'industrie	7
Liste du personnel	9
Comité exécutif	10
Conseil d'administration	11
Rapport du vérificateur	14
États financiers	16
Notes afférentes aux états financiers	21

MAINTENIR LES DÉPLACEMENTS AU CANADA

L'industrie du transport collectif au Canada évolue pour répondre aux besoins changeants des usagers. Au cours des dernières années, nous avons été témoins d'un changement important dans la façon dont les gens perçoivent le transport collectif. Plutôt qu'un simple moyen de se rendre d'un point A à un point B, le transport collectif est réinventé comme un élément crucial de la solution à certains des problèmes les plus urgents auxquels sont confrontées nos villes, notamment la congestion du trafic, le changement climatique et l'équité sociale. Cette transformation est motivée par une série de facteurs, notamment les progrès technologiques, l'évolution démographique et l'évolution des attitudes à l'égard de la mobilité urbaine. Avec au premier plan la durabilité et l'accessibilité, l'industrie du transport collectif se concentre sur l'intégration de nouvelles technologies et de nouveaux systèmes, conçus pour mieux répondre aux besoins des usagers tout en réduisant les émissions de carbone. Grâce à des collaborations avec les gouvernements locaux, des entreprises privées et des intervenants communautaires, l'industrie du transport collectif travaille au développement de réseaux de transport plus connectés et plus efficaces, donc mieux équipés pour relever les défis des collectivités en croissance du Canada. Alors que le Canada est sorti de la pandémie en 2022, l'industrie du transport collectif a été forcée de s'adapter aux nouvelles habitudes des usagers. L'ACTU est fière de faciliter des discussions importantes sur la façon dont l'industrie peut réinventer le transport collectif, pour relever les défis et saisir les opportunités qui s'offrent à nous.

NOUS SOMMES L'ACTU

L'ACTU est la voix nationale du transport collectif. Nos membres comprennent des agences de transport collectif transportant 95% des usagers du pays, des organismes publics, des entreprises qui approvisionnent le secteur et des experts en mobilité urbaine. Nous préconisons l'investissement et le soutien des gouvernements. Nous facilitons les discussions et les relations pour aider les professionnels du transport collectif à s'informer des dernières nouvelles. De plus, nous sommes le principal organisme de collecte de données sur le terrain.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL



Jim McDonald,
Président du Conseil

Alors que nous nous réunissons pour réfléchir sur la dernière année, je suis fier de ce que nous avons accompli face à des défis importants. La pandémie a eu un impact sans précédent sur l'industrie du transport collectif, mais grâce à la persévérance et à la collaboration, nous avons réalisé des progrès incroyables dans nos efforts pour réinventer le transport collectif à travers le Canada.

Alors que nous nous réunissons pour réfléchir sur la dernière année, je suis fier de ce que nous avons accompli face à des défis importants. La pandémie a eu un impact sans précédent sur l'industrie du transport collectif, mais grâce à la persévérance et à la collaboration, nous avons réalisé des progrès incroyables dans nos efforts pour réinventer le transport collectif à travers le Canada.

À l'ACTU, nous demeurons déterminés à faire avancer notre vision pour améliorer le transport collectif à travers le pays. Nos efforts de plaidoyer aux niveaux fédéral et provincial ont été fructueux, ce qui a entraîné une importante injection de fonds de fonctionnement d'urgence pour aider les agences de transport collectif à se remettre de la pandémie. Je suis également fier des discussions productives tenues avec le gouvernement fédéral au sujet de nouveaux programmes qui transformeront le mode de financement des infrastructures du transport collectif.

Réinventer le transport collectif nécessite des leaders passionnés et dévoués de la prochaine génération. C'est

pourquoi nous sommes ravis de continuer à soutenir la croissance des jeunes professionnels de l'industrie, par le biais de notre Sommet des jeunes leaders et de notre programme de mentorat. Ces initiatives sont essentielles pour s'assurer que le transport collectif demeure une industrie durable et novatrice pour l'avenir.

À mesure que nous avançons, nous devons continuer de démontrer la valeur du transport collectif et démontrer de quelle manière il fait une différence dans la vie de tous les Canadiens. Le transport collectif joue un rôle essentiel dans la création de collectivités durables et habitables, la réduction de la congestion et l'offre d'options de transport abordables aux Canadiens. L'ACTU continuera de travailler sans relâche pour améliorer les choses pour nos usagers et nos communautés.

Je tiens à remercier nos membres pour leur soutien, leur engagement et leur dévouement continus envers les navetteurs canadiens. Vos contributions et votre engagement ont été essentiels pour faire avancer nos efforts collectifs, et nous vous sommes reconnaissants de votre partenariat assidu.

Je suis optimiste quant à l'avenir du transport collectif au Canada. Malgré les défis, nous avons fait preuve de résilience, d'adaptabilité et d'un engagement commun afin de créer un réseau de transport collectif durable, équitable et novateur pour tous les Canadiens. Continuons à travailler ensemble pour bâtir un avenir meilleur pour le transport collectif.



En pensant aux réalisations de l'ACTU en 2022, je suis fier de réaliser que nous avons facilité des discussions vitales sur le transport collectif et lancé des initiatives prioritaires au nom de nos membres. Nous sommes ravis de voir les usagers revenir vers le transport collectif dans les collectivités du Canada, soulignant ainsi le rôle crucial que joue le transport collectif pour la reprise économique et la création de villes plus justes et plus agréables à vivre.

Le travail de l'ACTU en 2022 était diversifié, englobant les affaires publiques, les événements de réseautage avec nos membres et les réflexions liés aux efforts nationaux de rétablissement de l'achalandage. Je suis particulièrement satisfait du succès des conférences en présentiel que nous avons organisées, à Québec et à Montréal. Elles nous ont permis de reconnecter avec des collègues de tous les coins de l'industrie. L'énergie positive et l'implication des participants ont fait de 2022 une année mémorable pour nous tous à l'ACTU et nous vous remercions de votre appui.

Alors que nous continuons à nous remettre de la pandémie, les agences de transport collectif sont maintenant confrontés à de nouveaux défis qui pourraient retarder les efforts de relance économique et compromettre la reprise de l'achalandage que tant

de municipalités attendaient. Les défis de financement, les infrastructures vieillissantes et les préoccupations liées à la sécurité figurent parmi les principales priorités sur notre radar. L'ACTU est honorée de représenter nos membres, alors que nous relevons ensemble ces défis. Nous avons préparé le terrain pour ce travail en 2022. Nous avons créé notre groupe de travail sur la sûreté et la sécurité pour mieux comprendre les causes profondes des incidents de sûreté et de sécurité dans les transports collectifs et plaider pour des solutions concrètes. Nous avons mis au défi les gouvernements de tous les niveaux de venir à la table pour aider à financer le transport collectif et éviter les réductions de service, et nous avons travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement pour aider à façonner les futurs programmes de financement des infrastructures.

Je suis optimiste quant à notre capacité à travailler ensemble, et avec nos partenaires gouvernementaux, pour relever ces défis et sortir plus forts de l'autre côté. Je tiens à vous remercier pour votre soutien continu à l'ACTU et votre dévouement envers le transport collectif. À l'aube de 2023, travaillons ensemble pour réinventer le transport collectif et bâtir un avenir plus fort et plus résilient pour les Canadiens et les réseaux de transport collectif sur lesquels ils comptent.

AFFAIRES PUBLIQUES

PRIORISER LA POLITIQUE PUBLIQUE EN TRANSPORT COLLECTIF À TOUS LES NIVEAUX DE GOUVERNEMENT

Grâce à des luttes réussies aux niveaux fédéral et provincial, les agences de transport collectif du Canada ont reçu 750 millions de dollars supplémentaires en soutien opérationnel d'urgence du gouvernement fédéral, avec des fonds de contrepartie provinciaux. Ces fonds ont aidé les agences de transport collectif à éviter des réductions de service en 2022, alors qu'elles continuaient à se remettre de la pandémie. À mesure que le rôle de soutien du gouvernement envers l'industrie du transport collectif a évolué, l'ACTU a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral pour défendre les intérêts des agences de transport collectif concernant le Fonds permanent pour le transport en commun. Le programme, qui a été annoncé au milieu de l'année, représente un investissement annuel de 3 milliards de dollars en financement d'immobilisations permanent et prévisible, à compter de 2026.

CUTA organized a Policy Forum event on September 20 in Ottawa, allowing L'ACTU a organisé un forum sur les politiques le 20 septembre à Ottawa, permettant aux membres et à des fonctionnaires clés du gouvernement de se pencher sur les intersections entre le logement et le transport collectif. Cet événement en présentiel a permis d'échanger des idées et des points de vue sur ce sujet crucial. Forte de cet élan, l'ACTU prévoit mener des recherches et des consultations sur cette question en 2023.

En plus de son travail continu de défense des intérêts de l'industrie, l'ACTU approfondit ses relations avec les ministères fédéraux, les associations alliées et d'autres intervenants. En misant sur ces partenariats, l'ACTU fait progresser l'objectif de rendre le transport collectif plus accessible, plus durable et plus résilient devant les défis complexes d'un monde en évolution rapide.

MEMBRES

NOTRE ENGAGEMENT PERMANENT D'AIDER NOS MEMBRES À APPRENDRE, RÉSEAUTER, CROÎTRE ET ASSUMER DU LEADERSHIP

L'ACTU était ravie d'accueillir 16 nouveaux membres dans nos rangs en 2022. En tant qu'association, nous nous engageons à fournir à nos membres les outils, le soutien et les données et informations à jour dont ils ont besoin pour bâtir l'avenir du transport collectif.

Depuis 119 ans, l'ACTU est la force motrice de cet engagement et nous sommes fiers de continuer à offrir à nos membres l'accès à un réseau de systèmes, de fournisseurs, d'entreprises et d'experts par le biais de nos événements, de notre répertoire et de divers canaux. Nos membres ont accès à des ressources et à une expertise qui leur permettent d'améliorer la façon dont les Canadiens se déplacent.

Nous sommes très fiers de réunir nos membres lors d'événements pour favoriser la collaboration et l'innovation dans l'industrie du transport collectif. Cette année, l'ACTU a planifié et organisé trois événements en présentiel, auxquels ont assisté plus de 1 500 personnes et plus d'une centaine d'exposants corporatifs. Nous continuerons à connecter nos membres d'un océan à l'autre. Ce qui compte vraiment pour nous, c'est votre réussite.

PROGRAMMES DE L'INDUSTRIE

OFFRIR DES PROGRAMMES DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE POINTE POUR AIDER NOS MEMBRES À RÉUSSIR

Il y a eu des progrès significatifs en 2022 sur les priorités de recherche de l'ACTU dans le but de réinventer le transport collectif. En collaboration avec Metrolinx, nous avons lancé la boîte à outils pour le transport collectif à la demande. Cette boîte à outils fournit des conseils précieux et des lignes directrices concernant les objectifs de conception de service, les stratégies de mise en œuvre et les autres considérations pour les projets de transport collectif à la demande. Nous avons travaillé avec l'UITP pour organiser une formation sur le transport collectif à la demande et nous avons relancé des programmes en présidentiel, y compris le programme de service client Ambassadeur du transport collectif et la formation Planification des horaires et du découpage. Nous avons également lancé le programme d'apprentissage en ligne Introduction au transport adapté.

Pour l'avenir, l'ACTU prévoit de lancer des cours de formation en ligne repensés, tels que la planification du transport collectif pour les communautés durables et la planification des horaires et du découpage. L'équipe élabore également un nouveau cours sur les autobus à zéro émission, pour aider les agences de transport collectif à gérer la façon dont les autobus électriques modifieront les opérations. L'ACTU prévoit étendre le tableau de bord en ligne du transport collectif canadien afin de permettre aux membres et au public d'avoir un aperçu des tendances et des pratiques émergentes dans notre industrie.

L'ACTU étend la collecte de données dans des domaines tels que les autobus électriques et le transport à la demande, fournissant des informations précieuses sur les tendances et les pratiques émergentes.

Alors que nous émergeons de la pandémie, de nombreuses agences de transport collectif cherchent de nouvelles façons de récupérer les revenus perdus en raison de la faible fréquentation. L'ACTU a élaboré un rapport sur la récupération des tarifs, qui est une évaluation des différentes politiques tarifaires à la lumière de l'évolution des habitudes d'achalandage, ainsi qu'un rapport de mesure de l'achalandage, des conseils sur la façon de mesurer et de déclarer le nombre d'usagers.



PERSONNEL

NOM	POSITION
Calvin Chia	Spécialiste des solutions pour l'industrie du transport
William Currie	Coordonnateur, Média numérique et marketing
Marco D'Angelo	Président-directeur général
Ariel Davis	Analyste des politiques
Dieynaba Deme	Directrice, Réussite des membres et événements
Olga Elonga	Coordonnatrice bilingue, Réussite des membres et événements
Alisha Goyal	Coordonnatrice, Ressources humaines et opérations
Sarah Ingram	Coordonnatrice, Apprentissage en ligne et programmes
Benjamin Kennedy	Chercheur de données
Richard Kong	Coordonnateur, Finances
Alex Krause	Spécialiste, Communications et affaires publiques
Jon MacMull	Directeur, Communications et affaires Publiques
Milly Mikkelsen	Directrice, Ressources humaines et opérations
Simon Minelli	Directeur, Recherche, services techniques et programmes de l'industrie
Oliver Nicholls	Coordonnateur, Recherche/données et webinaires
Louise St Amand	Coordonnatrice, Réussite des membres
Joanne Vézina	Gestionnaire, Bureau du PDG
Daniel Waller	Coordonnateur, Réussite des membres et événements
Denise Waller	Contrôleuse, Finances

Liste des employés de l'ACTU au 31 décembre 2022

LE COMITÉ EXÉCUTIF

NOM	POSTE
LE COMITÉ EXÉCUTIF	
Jim McDonald, Edmonton Metropolitan Transit Services Commission	Président
Kelly Paleczny, London Transit Commission	Première vice-présidente
Alain Mercier, Réseau de transport de la Capitale (RTC Québec)	Président sortant
Dave Reage, Halifax Transit	Vice-président, Finances
Ann-Marie Carroll, York Region Transit	Vice-présidente - Communications et affaires publiques
Geneviève Bourbeau, Société de transport de Montréal (STM)	Vice-présidente, Services techniques
Kevin Schubert, BC Transit	Vice-président, Développement professionnel
Wade Coombs, Strathcona County Transit	Vice-président, Petits réseaux
Dennis Kar, Dillon Consulting Ltd.	Vice-président et Président des Membres d'affaires
Pierre Zivec, Transdev Canada	Deuxième Vice-président, Membres d'affaires
Josh Colle, Ernst & Young	Vice-président - Mobilité intégrée
Wes Brodhead, City of St Albert	Vice-président - Conseils municipaux
Michael Atlas, Toronto Transit Commission	Conseiller juridique honoraire
Marco D'Angelo, CUTA	Président-directeur général

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

NOM	POSTE
RÉSEAUX DE TRANSPORT MEMBRES	
Bjorn Radstrom, Winnipeg Transit	Directeur
Tim Luey, Niagara Transit Commission	Directeur
Tony D'Alessandro, Town of Milton	Directeur
Pamela Kraft, Toronto Transit Commission (TTC)	Directrice
Guy Picard, Société de transport de Laval (STL)	Directeur
Neil Malcolm, Grand River Transit	Directeur
Michael McDaniel, TransLink	Directeur
Carrie Hotton-MacDonald, Edmonton Transit Service	Directrice
Doug Morgan, Calgary Transit	Directeur
Sophie St-Pierre, Société de transport de l'Outaouais (STO)	Directrice
Kate Flanagan, Miramichi Transit	Directrice
Maureen Cosyn Heath, Hamilton Street Railway	Directrice
Marc Rousseau, exo RTM	Directeur
Alex Milojevic, Brampton Transit	Directeur
Chris MacIsaac, City of Airdrie	Directeur
Judy Powell, St John's Transportation	Directrice
MEMBRES D'AFFAIRES	
Mike Bismeyer, Proterra	Directeur
Scott Pass, Passenger Contracted Transportation Services Ltd.	Directeur
Sophie Le Blanc, Transit	Directrice
Christos Kritsidimas, Nova Bus	Directeur
Amy Miller, Clever Devices	Directrice
Bruce McCuaig, AECOM	Directeur
Dennis Fletcher, Dennis Fletcher & Associates	Directeur
Jean-Pierre Miroux, THALES	Directeur
Vance Harris, DIALOG	Directeur
Jennifer McNeill, NFI Group Inc.	Directrice
Vincent Patterson, Keolis GR Light Rail Transit	Directeur
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, AFFILIÉS ET AUTRES	
Sarina Gersher, City of Saskatoon	Directrice
Marc Blanchet, ARTM	Directeur
Lorenzo Mele, ACT Canada	Directeur



EN INVESTISSANT DANS LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT EN COMMUN, NOUS SOUTENONS DE BONS EMPLOIS POUR LA CLASSE MOYENNE, AMÉLIORONS LES DÉPLACEMENTS, LUTTONS CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET CONTRIBUONS À RENDRE LA VIE DES CANADIENS PLUS FACILE ET PLUS ABORDABLE.

PREMIER MINISTRE JUSTIN TRUDEAU



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT

AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN

OPINION

Nous avons effectué la vérification des états financiers de l'Association canadienne du transport urbain qui comprennent l'état de la situation financière en date du 31 décembre 2022 et l'état des résultats d'exploitation et l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date ainsi que les notes afférentes aux états financiers qui comprennent un résumé des principales conventions comptables.

À notre avis, les états financiers présentent adéquatement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Association en date du 31 décembre 2021 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice s'étant terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organisations à but non lucratif.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilités du vérificateur à l'égard de la vérification des états financiers de notre rapport. Nous sommes indépendants vis-à-vis de l'Association conformément aux exigences éthiques applicables à notre vérification des états financiers au Canada et nous sommes acquittés de nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et adéquats pour fonder notre opinion.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs.

Pendant la préparation des états financiers, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association de poursuivre ses activités, de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité et d'utiliser l'approche de continuité de l'exploitation à moins que la direction n'ait l'intention de liquider l'Association ou de cesser ses activités ou qu'elle n'ait aucune autre solution de rechange réaliste.

Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus de communication de l'information financière de l'Association.

DEUX MILLE VINGT DEUX

ÉTATS FINANCIERS

RESPONSABILITÉS DU VÉRIFICATEUR À L'ÉGARD DE LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes importantes que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et à publier un rapport du vérificateur dans lequel figure notre opinion. L'assurance raisonnable est un degré élevé d'assurance mais ne garantit pas qu'une vérification effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada permettra toujours de détecter une inexactitude importante si cette dernière est présente. Les inexactitudes peuvent découler de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme importantes si individuellement ou collectivement elles peuvent raisonnablement influencer sur les décisions économiques prises par les utilisateurs à la lumière des présents états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conforme aux normes de vérification généralement reconnues au Canada nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de la vérification. En outre nous agissons comme suit :

- Cerner et évaluer les risques d'inexactitudes importantes dans les états financiers que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs concevoir et appliquer des procédures de vérification adaptées à ces risques et obtenir des éléments probants suffisants et adéquats pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter d'inexactitudes importantes résultant d'une fraude est plus élevé que celui découlant d'une erreur car la fraude peut sous-tendre la collusion la falsification les omissions intentionnelles les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Comprendre le contrôle interne associé à la vérification afin de concevoir des procédures de vérification convenant aux circonstances mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Association.
- Évaluer l'à-propos des politiques comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des divulgations connexes faites par la direction.
- Conclure sur l'à-propos pour la direction d'utiliser la méthode de continuité de l'exploitation et d'après les éléments probants obtenus sur la question de savoir s'il existe une incertitude importante au sujet d'événements ou de conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Association de poursuivre son exploitation. Si nous concluons qu'il existe une incertitude importante nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport du vérificateur sur les divulgations connexes faites dans les états financiers ou si ces divulgations sont inadéquates de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants que nous avons obtenus jusqu'à la date de notre rapport du vérificateur. Toutefois des événements ou conditions futurs peuvent faire en sorte que l'Association cesse son exploitation.
- Évaluer la présentation la structure et le contenu d'ensemble des états financiers y compris les divulgations et déterminer si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une façon qui assure une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance au sujet notamment de la portée et du calendrier prévus de la vérification et des constatations importantes de la vérification y compris toute anomalie importante du contrôle interne relevée au cours de notre vérification.

BDO CANADA LLP

Comptables professionnels agréés

Experts-comptables autorisés

Oakville Ontario

Le 7 mai 2023

SITUATION FINANCIÈRE

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022		2021	
	\$		\$	
ACTIF				
COURANT				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 741 050	\$	1 194 236	\$
Placements à court terme – affectés (note 2)	602 052		595 269	
Comptes débiteurs	357 076		245 479	
Charges payées d'avance	122 189		132 396	
	2 822 367		2 167 380	
IMMOBILISATIONS (note 3)	102 652		171 170	
	2 925 019	\$	2 338 550	\$
PASSIF ET ACTIF NET				
COURANT				
Comptes créditeurs et charges à payer	708 966	\$	256 768	\$
Revenus reportés (note 4)	164 320		23 135	
Apports reportés (Note 5)	160 526		160 526	
	1 033 812		440 429	
ACTIF NET				
Non affecté	1 599 272	\$	1 454 779	\$
Grevé d'affectations internes				
Fonds de projet	182 604		182 604	
Fonds du sommet régional des jeunes	20 889		20 889	
Fonds d'évaluation des membres d'affaires	63 803		190 210	
Fonds de défense des intérêts	21 535		46 535	
Fonds de défense des intérêts du Québec	3 104		3 104	
	1 891 207		1 898 121	
	2 925 019	\$	2 338 550	\$

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022 \$	2021 \$
RECETTES		
Frais d'adhésion	1 662 711 \$	1 704 124 \$
Publicité	132 592	120 121
Frais de service	124 376	123 067
Publication et autres	14 518	10 406
Revenu de placement (note 2)	16 559	7 607
	1 950 756	1 965 325
REVENUS DES PROGRAMMES		
Réunions	1 455 253	367 369
Défense des intérêts	513 739	530 036
Formation/Ambassadeur	214 276	99 985
STRADA	133 957	88 430
Revenus du sommet des jeunes	-	-
	2 317 225	1 214 365
REVENUS TOTAUX	4 267 981	3 179 690
DÉPENSES DES PROGRAMMES		
Réunions	981 860	136 668
Défense des intérêts	164 871	26 469
Formation/Ambassadeur	186 355	110 125
STRADA	41 763	29 504
Fonds de projet	10 895	-
Politiques publiques relatives à la pandémie de COVID-19	-	127 283
Fonds de relance sécuritaire	-	128 545
	1 385 744	558 594
DÉPENSES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION (tableau)	2 889 151	2 467 096
TOTAL DES DÉPENSES	4 274 895	3 025 690
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	(6 914) \$	154 000 \$

FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
	\$	\$
PROVENANCE (UTILISATION) DE L'ENCAISSE :		
FLUX DE TRÉSORERIE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses pour l'exercice	(6 914) \$	397 642 \$
Rajustements effectués pour rapprocher l'excédent (l'insuffisance) des revenus sur les dépenses par rapport à l'encaisse nette provenant des activités d'exploitation (utilisée dans le cadre de ces activités)		
Amortissement	77 855	78 890
Variations des soldes hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	(111 597)	195 968
Dépenses payées d'avance	10 207	(59 412)
Comptes créditeurs et charges à payer	452 198	49 452
Revenus reportés	141 185	(55 922)
Apports reportés	-	(44 974)
	318 002	318 002
FLUX DE TRÉSORERIE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Achat de placements à court terme - net	(6 783)	(500 974)
Achat d'immobilisations	(9 337)	(8 498)
	(16 120)	(509 472)
DIMINUTION DES ESPÈCES ET DES QUASI-ESPÈCES AU COURS DE L'EXERCICE	546 814	(191 470)
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 194 236	1 385 706
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES FIN DE L'EXERCICE	1 741 050 \$	1 194 236 \$

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

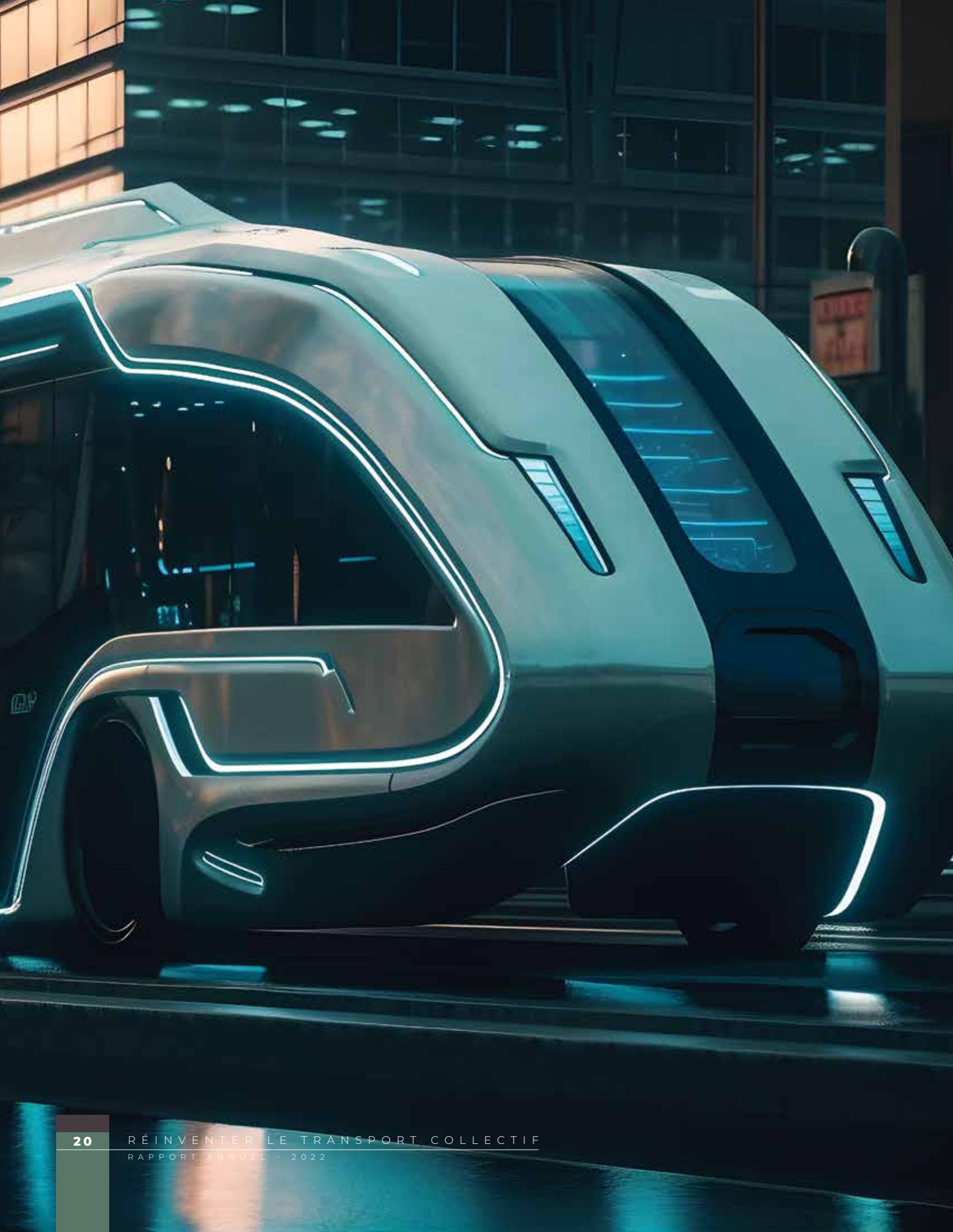
POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022		2021	
	\$		\$	
Amortissement	77 855	\$	78 890	\$
Image de marque et marketing	19 350		2 500	
Réunions des comités	72 563		7 841	
Frais d'occupation - Ottawa	60 780		57 553	
Frais d'occupation - Toronto	208 487		204 798	
Bureau et dépenses générales	98 196		78 408	
Affranchissement	14 309		14 172	
Impression	3 963		-	
Perfectionnement professionnel	9 824		12 105	
Honoraires professionnels	364 982		207 018	
Salaires et avantages sociaux	1 820 405		1 739 014	
Téléphone	24 640		24 286	
Déplacements	113 797		40 511	
	2 889 151	\$	2 467 096	\$

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Non affecté	Fonds de	Fonds du	Fonds	Fonds de	Fonds de	Total	Total
	pour	projet	sommet	d'affaires	défense	des intérêts	pour	pour
	2021				des	du Québec	2022	2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif net								
début de l'exercice	1 454 779	182 604	20 889	190 210	46 535	3 104	1 898 121	1 744 121
Excédent (insuffisance) des								
revenus sur les dépenses								
pour l'exercice	(6 914)	-	-	-	-	-	(6 914)	154 000
Transferts interfonds								
(note 1)	151 407	-	-	126 407	(25 000)	-	-	-
Actif net fin de l'exercice	1 599 272	182 604	20 889	63 803	21 535	3 104	1 891 207	1 898 121



NATURE DES ACTIVITÉS

L'Association canadienne du transport urbain (l'« Association ») est une association commerciale sans but lucratif constituée sans capital-actions en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (« LCOBNL »). L'ACTU est exonérée d'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149(1)1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

VISION

Inspirer et influencer l'évolution de la mobilité urbaine intégrée.

ÉNONCÉ DE MISSION

- L'Association est la porte-parole collective d'influence du secteur du transport public au Canada. Vouée à être au cœur des enjeux de la mobilité urbaine l'ACTU collabore avec tous les ordres de gouvernement et offre la valeur la plus élevée à ses membres et aux collectivités qu'elle sert.
- L'ACTU sera la référence en matière d'information de tendances de réseautage et de formation et assurera un leadership auprès de ses membres et de tous les intervenants.
- Afin de fonctionner avec efficacité l'ACTU favorisera une culture d'engagement actif envers ses membres.
- L'ACTU offrira un environnement de travail performant. Son équipe sera constituée de spécialistes et de professionnels chevronnés.
- La réussite sera évaluée par la priorité accordée à l'action aux réalisations et aux contributions menant au succès des membres.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MÉTHODE DE COMPTABILITÉ

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organisations à but non lucratif.

CONSTATATION DES REVENUS

L'Association applique la méthode du report pour comptabiliser les contributions.

Les contributions visées par des restrictions sont comptabilisées comme revenu durant l'exercice pendant lequel les dépenses connexes sont engagées. Les apports au titre des immobilisations sont constatés à titre de produits selon la même méthode que celle appliquée à la charge d'amortissement. Les contributions sans restriction sont comptabilisées comme revenu lorsqu'elles sont reçues ou lorsqu'elles sont à recevoir dans la mesure où le montant à recevoir peut être estimé de façon raisonnable et où son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les cotisations annuelles sont constatées à titre de produits dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Les revenus provenant de la publicité des frais de service et des publications sont constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont fournis lorsque le montant à recevoir peut être estimé de façon raisonnable et où son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les intérêts et les autres revenus sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus tirés des programmes de l'Association y compris ses réunions ses activités de défense des intérêts sa formation/le programme Ambassadeur STRADA et le sommet régional des jeunes sont constatés dans l'exercice au cours duquel les événements ont lieu ou les services sont fournis; les frais facturés à l'avance sont comptabilisés à titre de revenus reportés.

ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTATIONS INTERNES

Fonds de projet

En 2018 le conseil d'administration a approuvé le transfert de 159 936 dollars de l'actif net non affecté au Fonds de projet. Ce fonds a pour objet d'investir dans des projets ponctuels satisfaisant à un ou plusieurs des critères suivants :

- Ajoute des avantages aux membres
- Permet la création de revenus pour l'Association
- Ne doit pas créer de frais d'exploitation permanents
- Améliore la productivité du personnel

En 2019 le conseil d'administration a approuvé un transfert de 20 014 dollars du Fonds de projet à l'actif net non affecté pour les projets du Centre d'excellence et des rapports de recherche.

Fonds du sommet régional des jeunes

Le fonds du sommet des jeunes a été approuvé par le conseil d'administration relativement aux fonds reçus dans le but de tenir des sommets des jeunes. Au lieu d'un sommet national des jeunes organisé par l'ACTU dans le passé cinq événements régionaux ont eu lieu en 2012 et ont été organisés par des bénévoles du réseau de transport collectif hôte sélectionné issus de chaque comité régional.

Chaque hôte régional était entièrement responsable de l'utilisation des fonds reçus y compris de tout déficit financier. Tout excédent financier découlant des sommets régionaux des jeunes a été transféré au compte bancaire de l'Association et sera détenu « en fiducie » en prévision du prochain sommet régional des jeunes de cette région. Ce montant doit être versé sur approbation du conseil au cours des années suivantes. Si les sommets ne se poursuivent pas le conseil d'administration de l'Association décidera comment les fonds excédentaires détenus en fiducie seront utilisés.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Fonds d'évaluation des membres d'affaires

Le fonds détient le produit des suppléments annuels aux cotisations perçues auprès des membres d'affaires de l'Association. Les fonds doivent servir à compenser les coûts de l'événement de soirée des membres d'affaires qui a lieu deux fois par année. Le président/coprésident du Comité des membres d'affaires approuve le déblocage des fonds qui est fonction du lieu où se tient l'événement.

Fonds de défense des intérêts

Le conseil d'administration a approuvé l'établissement d'un fonds de défense des intérêts à la suite du transfert du programme VIP aux activités permanentes de défense des intérêts de l'Association. Le fonds comprend le produit des suppléments annuels de cotisation perçus auprès de tous les membres d'affaires et réseaux de transport collectif et il est grevé d'affectations internes ne servant qu'aux activités de défense des intérêts. Le budget annuel est préparé par le Comité des communications et des affaires publiques avec l'approbation du Comité exécutif. Les commentaires du comité régional du Québec servent à déterminer les recommandations relatives à la composante francophone.

En 2019 le conseil d'administration a approuvé un transfert de 25 000 dollars (2020 - 25 000 \$) du fonds de défense des intérêts à l'actif net non affecté pour des activités de défense particulières.

ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTATIONS EXTERNES**Fonds de défense des intérêts du Québec**

Ce fonds a été constitué à même le produit net d'un atelier du Québec destiné aux élus tenu en 2000. Les paiements provenant du fonds relèvent du comité régional du Québec et sont destinés aux initiatives de défense des intérêts du Québec.

Fonds de relance sécuritaire

Ce fonds a été constitué en 2021, lorsque l'Association a lancé une campagne de défense des intérêts appelée « Relance sécuritaire ». Le fonds vise à sensibiliser les usagers aux protocoles de sécurité entourant la COVID19 et le réseau de transport collectif.

Services rendus

Chaque année les bénévoles consacrent un nombre important d'heures pour aider l'Association à mener ses activités. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur de ces heures de travail les services rendus ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent les montants déposés auprès d'institutions financières et les fonds du marché monétaire qui sont facilement convertibles en espèces.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. Les apports en immobilisations le cas échéant sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'apport moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé pendant toute la durée de vie utile estimative de l'actif comme suit

Matériel informatique
 Mobilier et accessoires
 Améliorations locatives

Méthode de l'allocation décroissante sur trois ans
 Méthode de l'allocation décroissante sur cinq ans
 échelonnées pendant la durée du bail

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale est comptabilisée à l'exercice où elle est reçue ou à recevoir dans la mesure où le montant peut être estimé de façon raisonnable et où son recouvrement est raisonnablement assuré.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de leur acquisition ou de leur émission. Au cours des périodes subséquentes les instruments financiers sont déclarés au coût ou au coût amorti moins la perte de valeur le cas échéant. Les actifs financiers font l'objet d'un examen de la perte de valeur lorsque des changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient perdre une partie de leur valeur. Les coûts des opérations liés à l'acquisition à la vente ou à l'émission d'instruments financiers sont imputés à l'instrument financier dans le cas de ceux évalués au coût amorti.

2. PLACEMENTS À COURT TERME – AFFECTÉS

Les placements se résument comme suit :

	2022		2021	
Investissements restreints				
CPG flexible CIBC 1.40 % venant à échéance le 15 juin 2023	73 655	\$	-	\$
CPG flexible CIBC 2.40 % venant à échéance le 31 août 2023	11 256		-	
CPG flexible CIBC taux d'intérêt préférentiel moins 2.3 % venant à échéance le 21 mars 2023	10 730		-	
CPG flexibles CIBC échus	-		95 269	
	95 641	\$	95 269	\$
Investissements non restreints				
CPGs variable CIBC taux d'intérêt préférentiel moins 2.6 % venant à échéance le 5 octobre 2023	506 411		500 000	
	602 052	\$	595 269	\$

Les intérêts cumulés sur les CPG au cours de l'exercice se chiffrent à 16 559 \$ (2021 - 6 307 \$).

La politique de placement de l'Association stipule que les placements sont limités aux instruments garantis par le gouvernement fédéral les gouvernements provinciaux ou la Société d'assurance-dépôts du Canada. La durée des placements ne doit pas dépasser 36 mois et au moins 25 % des fonds investis doivent être accessibles dans un délai de trois mois.

3. IMMOBILISATIONS

	2022		2021	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
Matériel informatique	390 649 \$	379 437 \$	381 312 \$	373 492 \$
Mobilier et accessoires	61 179	48 943	61 179	36 707
Améliorations locatives	298 368	219 164	298 368	159 490
	750 196 \$	647 544 \$	740 859 \$	569 689 \$
Valeur comptable nette		102 652 \$		171 170 \$

4. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent le financement reçu moins les coûts engagés à ce jour pour les programmes qui n'étaient pas terminés le 31 décembre 2021 ainsi que les frais d'adhésion de formation et d'inscription et les autres revenus reçus à l'avance.

Les revenus reportés comprennent les éléments suivants :

	2022 \$	2021 \$
Frais d'adhésion	148 860 \$	11 860 \$
Avantage incitatif relatif à un bail	15 460	11 275
	164 320 \$	23 135 \$

5. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés comprennent le financement reçu moins les coûts engagés à ce jour pour le fonctionnement du programme de relance sécuritaire, en date du 30 septembre 2022.

	Solde au début de l'année	Reçu au cours de l'année	Déboursé et reconnu au cours de l'année	Solde à la fin de l'année
Fonds de relance sécuritaire	160 526 \$	- \$	- \$	160 526 \$

6. ENGAGEMENTS

L'Association doit assumer un montant minimal en locations dans le cadre d'un bail à long terme pour ses locaux de Toronto qui expire le 31 mai 2025 et pour ses locaux d'Ottawa qui expire le 30 septembre 2023.

Les paiements minimaux futurs versés en vertu des contrats de location-exploitation y compris les frais d'entretien estimatifs sont les suivants pour les cinq prochains exercices

	\$
2023	137 843
2024	99 912
2025	41 630
	279 385

L'Association doit également assumer sa part des charges d'exploitation et des taxes foncières qui sont estimées à 122 887 \$ dollars par année.

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier ne sera pas en mesure d'honorer une obligation et fera subir une perte financière à l'autre partie. L'Association est exposée à un risque de crédit découlant de la possibilité qu'un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations financières. Les instruments financiers de l'Association qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit sont principalement rattachés à ses comptes débiteurs. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

L'Association est également exposée à un risque de crédit découlant de tous ses comptes bancaires et placements à court terme détenus dans une institution financière et les dépôts ne sont assurés que jusqu'à concurrence de 100 000 dollars.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Association éprouve des difficultés à honorer ses obligations liées à son passif financier. Le risque de liquidité comprend le risque que, en raison des besoins de liquidités d'exploitation, l'Association ne dispose pas de fonds suffisants pour régler une opération à une date d'échéance, qu'elle soit obligée de vendre des actifs financiers à une valeur inférieure à leur valeur ou qu'elle soit incapable de régler ou de recouvrer des actifs financiers. Le risque de liquidité découle des comptes créditeurs, des charges à payer et des engagements de l'Association. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt sur les marchés. L'Association est exposée à ce risque en raison de ses placements portant intérêt. L'Association gère le risque de taux d'intérêt en constituant un portefeuille de placements à rendement fixe dont l'échéance et les taux d'intérêt varient. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

surveille l'incidence de la pandémie et gère ses dépenses et ses activités en conséquence.

MERCI À NOS COMMANDITAIRES 2022

PARTENAIRE COMMERCIAL

HÔTES DE L'ÉVÉNEMENT

NOVABUS



DIAMANT

AECOM

ARTM

Autorité régionale
de transport métropolitain

PLATINE



OR



HATCH



POMERLEAU



Uber

ARGENT

ALSTOM



 cutaactu.ca

 transit@cutaactu.ca

 [CUTA-ACTU](https://www.facebook.com/CUTA-ACTU)

 [@canadiantransit](https://twitter.com/canadiantransit)

 [canadian-urban-transit-association/](https://www.linkedin.com/company/canadian-urban-transit-association/)

 [canadiantransit](https://www.instagram.com/canadiantransit)

Siège social

55 rue York bureau 1401
Toronto (Ontario) M5J 1R7
416.365.9800

Bureau d'Ottawa

440 avenue Laurier Ouest bureau 200
Ottawa (Ontario) K1R 7X6

